

# cérises

ROUGE, AIGRE-DOUX – N° 116 – VENDREDI 23 SEPTEMBRE 2011

## LA CANAILLE DU FAUBOURG

Les organisateurs de la primaire socialiste tentent d'établir une relation inappropriée avec la gauche de transformation sociale et écologique.

## AGENDA MILITANT

→ 27 Septembre

France [Grève dans l'Éducation nationale](#)  
Rennes [Plus jamais peur, avant-première](#)

→ 29 Septembre

Paris [scénario négatWatt 2011-2050](#)

→ 30 Septembre - 1<sup>er</sup> octobre

Paris [La France en situation postcoloniale ?](#)

→ 30 Septembre - 2 octobre

Hte Garonne [Université d'automne FASE 31 l'Imagination au pouvoir](#)

À LIRE SUR  
[communistesunitaires.net](#)

→ Monde

[Un État palestinien, histoire, actualité, arguments](#)

## La Palestine à l'ONU !

C'est une bataille historique qui se livre à New York. Soixante-quatre ans après le plan de partage de la Palestine, l'« *Etat arabe* » que la jeune Organisation des Nations unies (ONU) avait décidé de créer aux côtés de l'« *Etat juif* » demande à être, lui aussi, admis en son sein.

Cette reconnaissance peut s'opérer sous deux formes :

- comme Etat membre à part entière : seul le Conseil de sécurité peut en décider, mais Barack Obama, en quête de réélection, menace d'opposer le veto américain ;
- comme Etat observateur : l'Assemblée générale peut, à la majorité simple, lui accorder ce statut, dont jouit le Vatican. (Elle a aussi le droit, à la majorité des deux-tiers, d'exiger du Conseil qu'il revienne sur son refus).

Pour empêcher la communauté internationale d'accueillir l'Etat de Palestine, Israël et ses alliés exercent d'intenses pressions : Tel-Aviv menace les Palestiniens d'une répression sanglante, à laquelle son armée se prépare ostensiblement, et Washington de leur couper les vivres. C'est dire que l'enjeu n'est pas seulement symbolique.

La reconnaissance de la Palestine ne modifiera certes pas d'un coup de baguette magique la situation sur le terrain. Mais elle changera la règle du jeu grâce à laquelle, depuis plus de quatre décennies, l'occupation et la colonisation se poursuivent impunément.

Car Israël devra dorénavant négocier avec un Etat reconnu comme lui par la communauté internationale, dans le cadre de l'ONU et sur la base de ses résolutions. Or ces dernières fixent les frontières sur la « Ligne verte » du 4 juin 1967, exigent le démantèlement du mur comme des colonies, font de Jérusalem la capitale des deux Etats, garantissent aux réfugiés le droit au retour ou à compensation, etc.

Bref, l'admission de l'Etat de Palestine à l'ONU permettrait de sortir de l'impasse le dernier grand conflit de l'ère des décolonisations. A condition que l'opinion se fasse entendre, y compris en France. Selon un récent sondage réalisé par l'IFOP, 82 % des Français estiment que les Palestiniens ont droit à leur propre Etat. Voilà qui souligne la responsabilité de tous les militants de la paix : placer Nicolas Sarkozy et Alain Juppé devant leurs responsabilités...

### ● Dominique Vidal

Historien et journaliste, D. Vidal vient de diriger, avec Bertrand Badie, *Nouveaux acteurs, nouvelle donne. L'Etat du monde 2012* (La Découverte).

## Produire les idées de la révolution

**Une rentrée difficile, contradictoire, entre mise en cause croissante du système, mais aussi interrogations sinon scepticisme sur les « possibles » d'une alternative à la société actuelle, sur comment leur donner vie concrètement dès maintenant. Quelle activité des Communistes unitaires dans ce contexte ?**

**R**éagir face à la gravité de la situation sociale, économique, politique, c'est ce que font de plus en plus nombreux Indignés. Dénoncer l'inefficacité, la dangerosité des mesures gouvernementales tous azimuts, voire refuser de s'y soumettre, c'est ce que font tracts, appels, actions de désobéissance civique. Mais il y a également replis, sentiments d'impuissance et de fatalité face à la rigueur imposée, ou réactions allergiques à tout ce qui relève du « champ politique » ou apparaît comme possible « récupération » politique. Loin de nourrir la réflexion et la parole citoyenne, la focalisation médiatique sur les primaires socialistes vise à entretenir la seule perspective d'une alternance.

Alors, comment contribuer à faire lever les germes du changement, à ce que se développe une force citoyenne, populaire suffisante permettant d'enclencher des processus de transformation sociale ? Quels axes de travail pour les communistes unitaires dans la période à venir ? Ancrés dans les réalités et les actions quotidiennes, ils affirment la nécessité de prendre le temps de la production des idées de la révolution et d'en animer les espaces. *Cerises* reproduit ici la contribution de B. Calabuig en amont d'une réunion du collectif d'animation de l'Association des communistes unitaires.

## Un nouveau déploiement de notre activité

**L**a FASE est à présent un partenaire du Front de gauche, quoi que l'on puisse penser de ce dernier, je pense que ce fut le bon choix. La décision que nous avons prise n'est pas incompatible avec ce que nous devons faire pour que le Front se développe et devienne réellement populaire et citoyen.

### **Engager un travail de fond sur quelques idées forces**

Cette situation doit ouvrir une nouvelle période de l'activité des Communistes unitaires. Depuis notre acte fondateur en fin décembre 2006, nous avons privilégié la question de la construction politique, pour aller vite, la convergence des forces

de la radicalité, et nous avons eu raison. Peut-être l'avons-nous fait au détriment de ce que j'appellerai ici la production des idées de la révolution. Aujourd'hui la meilleure façon d'aider le Front de gauche est d'engager un travail de fond sur quelques idées forces dont certaines ont commencé à faire l'objet d'approfondissement entre nous lors des ●●●

●●● universités d'été de la Fase, et sont souvent l'objet de débat dans le Front de gauche.

**La question de l'appropriation sociale des grands moyens de production, des banques et des circuits financiers** mérite d'être encore approfondie, pas seulement entre nous, mais aussi publiquement. L'amalgame entretenu entre le concept de nation hérité de la révolution française, à savoir les institutions plus le peuple et l'Etat comme superstructure politico-juridique ayant pour fin la reproduction des dominations, a conduit à placer les nationalisations de 1981 entre les mains de la classe dirigeante. Nationaliser n'est pas étatiser, il y a plusieurs formes d'appropriation

sociale, mais quelle que soit la forme, la question des droits et des pouvoirs des travailleurs est incontournable. J'écris droits et pouvoirs, deux notions complémentaires dont chacune a une signification singulière. Les lois Auroux de 1982 ont donné des droits nouveaux aux salariés, mais pas le pouvoir de les utiliser.

La crise financière pose la question de la nationalisation des banques et des circuits financiers. Des salariés comme ceux de Fralib opposent un projet alternatif aux décisions de la direction d'Unilever qui veut délocaliser l'usine de Gémenos en Belgique et en Pologne. Les salariés exigent que pour un euro symbolique Unilever leur cède les bâtiments et l'ensemble de l'outil industriel, ainsi que la marque Eléphant. En d'autres temps, pas si lointains, l'action aurait porté sur la négociation des primes de licenciement.

Comment travailler au dépassement du capitalisme sans poser la question de la nature de la propriété ? Le slogan de la redistribution des richesses dans un sens plus équitable ne fait pas le compte, il ne conteste pas la domination économique du capitalisme.

Question difficile, oui, normal, c'est le cœur de la lutte des classes. Que l'on me comprenne bien, nous avons eu raison, dans la famille communiste, d'insister, il y a quelques années, sur le fait que l'affrontement capital/travail n'était pas le seul terrain de la lutte de classes. Nous nous sommes sensibilisés aux questions dites de société, mais aujourd'hui ce serait commettre une lourde erreur de nous abstenir de contester - autrement que par des formules - l'emprise du capital sur l'économie.

**La clé de voûte du renouveau dans les institutions est de s'attaquer à tout ce qui tend à déposséder les individus, et de travailler à donner du pouvoir d'intervention et de décisions aux citoyens.**

**La question du pouvoir d'Etat** me semble tout aussi importante, on peut toujours parler de VI<sup>ème</sup> République, la question étant de savoir ce que l'on y met dedans. La clé de voûte du renouveau dans les institutions est de s'attaquer à tout ce qui tend à déposséder les individus, et travailler à donner du pouvoir d'intervention et de décisions aux citoyens. Il faut ouvrir le chantier d'un véritable renouveau démocratique, aussi paradoxal que cela puisse paraître ma première réflexion tendra à sortir du « crétinisme électoral » dans lequel on tente d'enserrer notre peuple. Les élections, au rythme d'une par an, sont devenues une machine à dépolitiser les citoyens, un contre-sens de la démocratie. Les élections primaires organisées par le Parti socialiste ouvrent une nouvelle période dans la dépossession, en quoi peut bien servir un premier tour, puisque nous sommes déjà dans le deuxième tour, alors que le peuple n'a pas parlé, on a déjà décidé du cadre dans lequel se réalisera le deuxième tour ? C'est la voie ouverte vers plus de présidentialisme, et vers le bipartisme. ●●●



●●● Notre peuple ces dernières années a connu trop d'échecs, de déceptions, il n'y aura pas d'issue à la crise du capitalisme en dehors d'une victoire électorale conjuguée à un formidable mouvement populaire. Le Front populaire n'aurait pas été aussi marquant sans l'irruption du peuple, les congés payés ne figuraient pas dans le programme, les partis de gauche dominants n'en voulaient pas, mais les salariés savaient que c'était du domaine du possible, ils portaient cette exigence déjà depuis longtemps.

**La rupture  
n'est pas synonyme de  
« grand soir »,  
elle suppose  
les choix courageux  
qui permettent  
des processus pour  
sortir du cadre préétabli.  
Comme l'ont fait  
des peuples de l'autre  
côté de la Méditerranée.**

Il faut sortir du « réalisme » dans lequel on cherche à nous enfermer. Les micro-changements dont les adeptes de l'aménagement nous disent qu'ils valent mieux que les grandes utopies - en admettant qu'ils fussent encore possibles dans la situation de crise aggravées, ce que je ne pense pas. Les micro-changements parce qu'ils n'ont jamais touché le cœur du capital n'ont jamais rien fait de mieux, ils ont conduit le peuple à l'exaspération et ouvert la voie à des situations pires. Sortir de ce mauvais scénario qui tend à se répéter, suppose de faire vivre les idées de ruptures avec le capitalisme, ruptures au pluriel, car la rupture n'est pas synonyme de « grand soir » elle suppose les choix courageux qui permettent des processus pour sortir du cadre préétabli. Comme l'ont fait des peuples de l'autre côté de la Méditerranée.

## Des espaces publics de travail

L'Association des communistes unitaires des Bouches-du-Rhône a organisé cette année deux premières rencontres dans le cadre du cycle « Penser la révolution ».

- **Social, politique, institutions, quels nouveaux rapports ?** avec la participation de Pierre Zarka, directeur de l'Observatoire du Mouvement de la Société, (OMOS) et animateur de l'Association des communistes unitaires, auteur d'un nouvel ouvrage Osons la vraie rupture, et de Nicole Edith-Tévenin, philosophe, psychanalyste, intervenante à l'OMOS et auteure de l'ouvrage Le Prince et l'hypocrite.

- **L'école, un enjeu de civilisation**, avec la participation de Bernard Calabuig, animateur de l'Association des communistes unitaires et José Tovar, animateur du Groupe de recherche sur la démocratisation scolaire (co-auteurs du livre Faites chauffer l'école, principes pour une révolution scolaire), Magali Escot, responsable départementale et nationale du Parti de gauche, Nadine Castellani, syndicaliste et responsable départementale de la Gauche unitaire, et Miranda Cirasaro, membre du secrétariat national du réseau école et responsable départementale du PCF.

Ces ateliers, très appréciés, auxquels la presse régionale a fait écho, ont fait l'objet de brefs comptes rendus que l'on peut retrouver sur le site [www.comunistesunitaires.net](http://www.comunistesunitaires.net) dans la rubrique « des nouvelles de chez vous »

D'autres séances de travail suivront qui seront annoncées dans Cerises et sur le site Internet de l'ACU.

Faites connaître vos initiatives locales et régionales, mettons en commun nos expériences !

### Campagne «Penser la révolution»

Toutes ces questions et bien d'autres devraient être un objet de travail public, durant toute la campagne électorale.

Nous ne sommes pas un parti politique et nous n'ambitionnons pas de le devenir, c'est dans la production d'idées en pensant un communisme au présent que nous trouverons notre raison d'être.

Nous pouvons dans toutes les régions ouvrir des espaces pour aller dans ce sens. Dans les Bouches-du-Rhône, nous organisons un cycle de rencontre que nous ap-

pelons « Penser la révolution » ; quel que soit l'état de nos forces, ce type d'initiatives peut voir le jour. (Voir encadré)

D'autre part l'idée de la révolution dans un seul pays est définitivement révolue, nous ne pouvons travailler isolément à l'intérieur de nos frontières, nous devons construire un véritable réseau à l'échelle européenne et mondiale, à cela aussi nous devons travailler.

Il s'agit d'aller vers un nouveau déploiement de notre activité.

● **Bernard Calabuig**

## Une femme n'est pas un peu enceinte

La Fête de l'*Humanité* s'est placée sous le signe de l'élection présidentielle. Les discours, quelques mots d'ordre et une affiche représentant les responsables des partis du Front de gauche avec écharpe tricolore m'incitent à réfléchir à notre efficacité.

Il me semble que dans nos esprits existe une frontière non perceptible entre aménagement du capitalisme et rupture.

Dans la même semaine, Christine Lagarde, François Bayrou, Ségolène Royal, dont le caractère révolutionnaire reste largement à vérifier, ont d'une manière ou d'une autre évoqué la nationalisation des banques. En tout cas comme une piste à ne pas exclure. Leur ruse ne doit pas nous cacher à quel point ils sont dans des contradictions insurmontables. Ils peuvent vivre avec durant un siècle. Mais pas les dépasser. Il n'y a pas d'avancée sans s'attaquer au système. C'est vrai pour nous. Revenons à un mot d'ordre lu sur le fronton d'un stand : « Face à la dictature des actionnaires / mobilisons-nous pour l'emploi... ». L'emploi est décisif, mais on aurait pu s'attendre qu'à l'instar des Tunisiens ou des Egyptiens, face à une dictature, quelle qu'elle soit, on la supprime. Eh bien non, on parle de l'emploi. Une fois les causes dénoncées, on s'attaque aux effets. Irons-nous loin comme cela ? Quant à l'affiche citée, prend-elle en compte la béance existante entre encadrement institutionnel et l'exaspération ambiante ? Je crains que nous soyons encore enfermés dans le carcan d'une culture d'hyper-institutionnalisation et de l'égoïsme d'appareil qui en découle sans comprendre les exigences du vivant.

Face à la dictature des actionnaires, quelle devrait être la question si ce n'est l'arrachement par le peuple des pouvoirs qui président au devenir de la société ? Il ne suffit pas de clamer « place au peuple », encore faut-il que cela devienne l'enjeu de toute bataille politique, y compris électorale. Pouvoirs sur l'économie en maîtrisant appareils financiers et industriels ; pouvoirs sur

l'Etat sans avoir à attendre les élections suivantes pour réagir seulement après-coup. La Démo-Cratie ne peut être délégataire, institutionnelle, elle ne peut qu'être facilitation et de légitimation de l'irruption intempestive du peuple dans ce qui a, jusqu'à présent, été considéré soit comme propriété privée soit comme réservé à l'appareil d'Etat ou aux partis. Dès lors, il s'agit moins de « partager un programme » ou de le diffuser que de dégager les axes qui permettent de rendre concrètes les possibilités de s'attaquer à la puissance financière ainsi qu'à ce qui met le pouvoir d'Etat hors de portée de l'intervention des citoyens.

On m'oppose souvent que suite aux déconvenues provoquées par l'Est ou consécutives à 1981, on ne sait plus très bien en quoi consisterait le fonctionnement plus précis de ce nouveau type d'appropriation collective des pouvoirs. Quelles seraient les modalités de gestion des grandes entreprises ? Les rapports entre pouvoirs des salariés et pouvoirs des usagers ? Les rapports entre mouvements de luttes et décisions instituées ? Le pire serait que je prétende répondre : « Je vais vous expliquer ». Encore heureux que nous ne soyons pas capables de répondre sans les intéressés. Or, comment peuvent-ils répondre à une question qui n'est encore posée par personne ? C'est leur mouvement chaotique, conflictuel qui peut construire la réponse jamais finie. Par contre de mettre la problématique, sans attendre de tout savoir, au cœur du débat public peut modifier du tout au tout le paysage et l'enjeu de la Présidentielle : il s'agit moins de savoir qui sera à l'Elysée que de savoir si le mouvement populaire va commencer à s'approprier la politique. C'est donc le moment d'oser franchir le pas, de briser le carcan d'une culture fondée sur la dépossession et la soumission. Autant je puis comprendre qu'on ne fasse pas tout du jour au lendemain, autant on projette le débat au-delà du capitalisme ou on ne le fait pas. Une femme ne peut être un peu enceinte. Et là tout commence.

● Pierre Zarka

Chaque semaine, dans cette chronique, retrouvez alternativement Roger Martelli et Pierre Zarka

## Le doigt dans le clafoutis

### Heureux qui vise les étoiles...

... s'il veut atteindre la Lune. Tel est le conseil n° 1 du MEDEF aux petits entrepreneurs dans *Dynamique entrepreneuriale* de septembre 2011 (n° 24 - p. 21) : « *Si vous ne visez pas les étoiles, comment atteindrez-vous la Lune ?* » Et l'organisation patronale de préciser : « *Se fixer de grands objectifs (...) vous boostera.* » Utopiste à souhait, le MEDEF fourgue un deuxième conseil à ses adhérents : « *Si vous n'osez pas, rien ne se passera.* »

Ces jolies règles d'or ne devraient-elles pas inspirer les militants de la gauche de transformation sociale et de la gauche de gauche ? Face à une crise économique, financière, politique et morale du capitalisme qui est sans précédent, face à la faillite du bégayer institutionnel appelé « État », le Front de gauche pour une alternative sociale et écologique osera-t-il proposer clairement de nationaliser les grandes banques, comme l'a suggéré Christine Lagarde ? Osera-t-il, pour

changer le travail, militer pour la semaine de 4 jours, comme l'écrivait un jour Laurent Fabius dans une tribune du *Monde* ? Osera-t-il proposer, à l'instar de François Bayrou, mais pour refonder la politique, une vaste opération mains propres dans le monde politico-affairiste ? Osera-t-il, alors que DSK propose l'annulation de la dette grecque, lancer l'idée de l'annulation de la dette de tous les pays européens, en faisant contribuer, dans la durée, toutes les banques qui se sont goinfrées sur le dos des peuples, des États et des collectivités territoriales ?

J'entends d'ici les commentaires. Annuler la dette des pays riches ? Tu n'y penses pas ! Et la dette des pays pauvres ? Il est vrai que de la Terre, on ne voit que la moitié des étoiles.

● Philippe Stierlin

## L'image de la semaine



Le collectif contre le dépouillement de l'école a été créé à l'initiative d'enseignants de l'Éducation nationale pour dénoncer l'abandon par l'État de sa mission de service public d'éducation. Aujourd'hui « l'école est nue », luttons ensemble contre le dénuement de l'école.  
<http://www.ecole-depouillee.net/>

## Ce n'est ni notre crise ni notre dette ! Non à la règle d'or !

Il ne se passe pas une journée sans entendre un ministre ou autre expert expliquer sur les ondes et dans les journaux que la « règle d'or » voulue par le président de la République serait la mesure de bon sens, inéluctable et indispensable pour rassurer les marchés financiers et réduire la dette. Il s'agirait d'inscrire dans la Constitution l'impératif de l'équilibre budgétaire et une limitation des dépenses publiques. Ce projet découle du récent "Pacte pour l'euro plus", adopté par tous les gouvernements, qui exige une réforme constitutionnelle ou loi cadre pour instaurer l'austérité de façon « contraignante et durable ». Nicolas Sarkozy voudrait réunir le Congrès – où il a besoin des voix de l'opposition - pour faire voter cette soi-disant « règle d'or ».

Cette réforme constitutionnelle ne doit pas voir le jour !

### Mais quelle dette ?

Combien de milliards ont été offerts aux plus riches et ont creusé la dette depuis des années par une politique fiscale profondément injuste ? Combien d'entreprises du CAC 40, non satisfaites de payer en moyenne deux fois moins d'impôts sur les bénéficiaires que les PME, délocalisent leurs profits dans les paradis fiscaux que Nicolas Sarkozy prétend avoir éradiqués ? Combien de centaines de milliards perdus du fait de la récession provoquée par la cupidité et l'irresponsabilité des banques qui ont spéculé sur les subprimes ?

### Une Constitution contre le peuple ?

Pour payer le coût de cette crise, des « plans de rigueur » se succèdent dans tous les pays d'Europe. Et maintenant, Nicolas Sarkozy souhaite inscrire dans la Constitution une obligation d'équilibre du budget et un plafonnement des dépenses publiques. C'est sa « règle d'or ». Une mauvaise blague qui se traduirait par de nouvelles régressions sociales en cascade : privatisations et suppressions de postes dans la fonction publique, nouveaux reports de l'âge de départ à la retraite, baisse des remboursements de l'assurance-maladie, baisses des salaires, réduction de l'indemnisation des chômeurs, abandon des mesures favorables à l'environnement, étranglement

financier des associations, mesures contre les étrangers... Socialement inacceptables, ces plans d'austérité sont porteurs d'une logique de récession, et donc d'une réduction des recettes fiscales, qui alimentera encore les déficits publics, amenant ainsi à de nouveaux tours de vis présentés encore comme inéluctables. Cette « règle d'or » est d'autant plus inacceptable que, s'inscrivant dans la Constitution, elle s'imposerait à toute nouvelle majorité élue, quelle qu'elle soit. La politique économique serait donc exclue de tout débat citoyen. Est-ce cela la démocratie ? Ont-ils donc peur à ce point du peuple ?

### Assez de cette servilité devant la finance !

C'en est assez de ces gouvernements au garde-à-vous devant l'oligarchie financière ! Assez de ces politiques d'austérité qui ne visent qu'à sauver les banques et les fonds spéculatifs ! Nous ne devons pas payer des dettes qui sont le résultat de cette soumission. Elles sont illégitimes et les peuples ne doivent pas en faire les frais. Nous exigeons un moratoire et des audits citoyens sur les dettes publiques. Citoyens, élus, organisations syndicales, associatives, politiques, collectifs de lutte pour les services publics, nous devons nous mobiliser pour faire barrage à cette « règle d'or » des financiers si Sarkozy s'obstinait à la mettre en œuvre dans les mois qui viennent ou si elle était remise à l'ordre du jour au lendemain de l'élection présidentielle. La soumission des États et de l'Union européenne à la seule prospérité des capitaux ne doit plus durer. Dans tous les pays et au niveau européen, imposons des politiques de développement économique, social et écologique pour tous et avec tous !

**ATTAC, CGT-Finances, Convergence nationale de défense et de développement des services publics, Etats Généraux des Services Publics, FASE, FILPAC-CGT, Fondation Copernic, GU, Les Alternatifs, Marches européennes, MPEP, NPA, PCF, PCOF, PG, République & Socialisme, Résistance Sociale, Union syndicale Solidaires.**

Septembre 2011



## Marx et la culture

revue *Europe*  
août-septembre 2011  
380 p. - 18,50 €

La revue littéraire *Europe* vient de publier un numéro largement consacré à Marx et la culture, avec l'ambition de contribuer à des approches renouvelées de l'œuvre du philosophe - en particulier de ses réflexions sur la littérature, l'art, la philosophie, la religion, l'anthropologie... - et de nourrir la réflexion sur la culture. La présentation du livre souligne : « *On peut comprendre le récent renouveau d'intérêt pour Marx comme étant lié au développement d'une crise qui dépasse de loin le strict domaine économique. Dans la dernière phase de la globalisation du capitalisme, ses structures et ses impératifs pénètrent plus profondément et extensivement que jamais l'existence des êtres humains et leur environnement, au point que l'on est fondé à parler de « crise anthropologique ». Au cœur de cette crise fondamentale de l'humanité, se trouve une crise culturelle, puisque l'humain et le culturel sont des notions inséparablement liées.* ».

De nombreux contributeurs explorent ces domaines parmi lesquels Michael Loewi et Robert Sayre («Marx et les écrivains romantiques»), Pierre Bergounioux («Et maintenant ?»), Lucien Sève («Y a-t-il une conception marxienne de la culture ?»), Isabelle Garo («L'art comme activité»), Michel Vovelle («Karl Marx et la Révolution française»), Emmanuel Terray («Marx et l'anthropologie»)...

Informations et abonnement : [www.europe-revue.net](http://www.europe-revue.net)

Cerises est édité  
par les CommunistesUnitaires  
[contact.cerises@gmail.fr](mailto:contact.cerises@gmail.fr)

Noyau de Cerises :  
Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,  
Michèle Kiintz, Roger Martelli,  
Philippe Stierlin, Catherine Tricot.

## COCKTAIL

**Candidatures et révolution citoyenne.** A la veille de la Fête de l'Humanité, les composantes fondatrices du Front de gauche ont annoncé avoir conclu un accord électoral concernant les élections législatives de juin 2012. Les candidatures seraient intitulées « Front de gauche soutenu par le PCF, le PG, Gauche unitaire et les autres formations du Front de gauche ». La répartition des candidatures octroierait 400 candidatures titulaires au PCF, 94 au PG, 22 à GU et 9 à « d'autres formations ». Quelques cas de désaccord subsisteraient. Non prévenues de l'annonce publique de l'accord et non associées jusqu'à présent aux discussions (PCF, PG et GU ayant souhaité terminer leurs discussions dans un premier temps), la FASE, Convergences & Alternative et République et Socialisme ont demandé une réunion du comité de liaison du Front de gauche afin de discuter de la méthode et de commencer à élargir la discussion sur les candidatures. Au-delà de la question des candidatures possibles issues des nouvelles composantes du Front de gauche, c'est celle de l'association réelle des citoyens à la dynamique politique du Front de gauche, à travers notamment les « assemblées citoyennes » - qui se trouve désormais posée. L'enjeu n'est pas mince en terme de crédibilité pour la révolution démocratique ou citoyenne annoncée.

**Le communisme aujourd'hui.** La Fédération PCF du Val D'Oise organise le mardi 27 septembre 2011 à 20 h une rencontre sur ce thème avec Patrice Cohen-Séat, membre du Conseil national du PCF, auteur du livre *Communisme, l'avenir d'une espérance*, de Pierre Zarka, membre de l'Association des communistes unitaires, auteur du livre *Osez la vraie rupture !* et d'autres invités. La rencontre a lieu à la Rive gauche, rue des petits prés à Mériel.

**Tous désobéissants.** A Grigny, le 8 octobre, se tiendra une grande convergence de tous les désobéissants et désobéisseurs, à l'initiative de la ville du Rhône et du *Sarkophage*. Il s'agira de faire converger les désobéissances individuelles, collectives, professionnelles mais aussi institutionnelles. Les organisateurs soulignent notamment : « *Nous pouvons retrouver grâce à la désobéissance ce qui se trouve en déperdition du côté de la politique parlementaire et des formes d'institutionnalisation du conflit mises en place, par celle-ci (je pense notamment aux difficultés du syndicalisme). La désobéissance, ce n'est donc pas le combat de la dernière chance. Ce n'est pas le choix désespéré de ceux qui se savent battus d'avance. Bien au contraire : la désobéissance c'est avant tout la force de l'exemplarité et la confiance dans la puissance des gens ordinaires. (...) Cette politique vive est aussi une façon de rompre avec certains schémas du passé qui opposent l'avant-garde et la masse, le sérieux et la fête, le combat et la joie. La désobéissance c'est aussi la façon de ne pas remettre à plus tard ce qui peut être construit aujourd'hui, c'est préférer chanter au présent que les lendemains qui chantent, c'est vouloir plus de démocratie politique, mais c'est savoir que la démocratie ne consiste pas seulement à mettre un bulletin de vote dans une urne.* ».

De 9 h à 17 h au centre Edouard Brenot (rue Waldeck Rousseau) à Grigny (Rhône). Entrée libre. Renseignement sur le [site de la mairie de Grigny](http://site.de.la.mairie.de.Grigny) et du [Sarkophage](http://Sarkophage).

**Antichambre.** François Bayrou, a déclaré le 18 septembre, lors de la clôture de l'université d'été du MoDem qu'il dirige : « *On découvre que dans les antichambres et les bureaux du pouvoir le plus important le plus éminent en France se livrent des guerres de trafiquants d'armes, de corrupteurs au nom des industriels et au nom de la France. On prétendait que les voyous étaient dans les cités et qu'on allait les nettoyer au kärcher. On découvre qu'en réalité les voyous, les truands, les trafiquants, on les a installés au cœur de l'Etat.* ». Pour le candidat centriste - il dit « central » - à l'élection présidentielle, il semble qu'il n'est pas trop tôt pour préparer son ralliement à la candidature socialiste au second tour. En attendant, il voudrait occuper le terrain de la « morale », les affaires n'ayant rien à voir bien sûr avec la pente du libéralisme depuis des décennies.